

L'activité en **Europe occidentale** devrait reprendre en 1998, malgré la force continue des lourdes compressions des dépenses de la part des secteurs public et privé. Une certaine incertitude subsiste quant à l'introduction de l'unité monétaire européenne. La faiblesse des prix aura des effets sur les exportations canadiennes de minéraux et de produits forestiers, mais les prix se raffermiront à court terme. Les exportations de biens d'équipement devraient aussi augmenter quelque peu à court terme, à la faveur d'une amélioration des perspectives en matière d'investissement. Dans l'ensemble, les exportations canadiennes à destination de l'Europe occidentale devraient augmenter en moyenne de 7,2 % par année au cours de la période de planification.

2.1.3 Perspectives sur les marchés en émergence

Les pays en développement ont récemment bénéficié de la vigueur des flux de capitaux privés, par suite de la baisse des taux d'intérêt, de certains progrès réalisés sur le plan de la réforme économique dans de nombreux marchés et de l'appétit croissant manifesté par les investisseurs des pays industrialisés à l'égard des actifs des marchés en émergence. D'après la Banque mondiale, l'accroissement des mouvements de capitaux en direction des pays en développement en 1996 a amené le total à un nouveau sommet de 285 milliards de dollars. Et il y a de bonnes chances que ce chiffre ait été atteint, sinon dépassé, en 1997.

L'Amérique latine a connu le plus important revirement de la part des investisseurs internationaux. La reprise est maintenant bien établie dans la région et le rendement s'améliore dans l'ensemble. Le système financier de la région demeure malheureusement incapable de mobiliser l'épargne intérieure et de la canaliser vers des usages productifs, et les problèmes financiers continuent d'accabler de nombreux pays d'Amérique latine. Les exportations canadiennes devraient se remettre de cette faiblesse à court terme et connaître une croissance moyenne de près de 9 % par année au cours de la période de planification.

En **Asie**, après plusieurs années de croissance économique rapide, des déséquilibres sérieux sont devenus apparents avant 1997. En réaction, un certain nombre d'économies asiatiques ont introduit des réformes destinées à corriger ces problèmes structurels. La Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie et la Corée du Sud ont cherché l'aide financière et technique des institutions financières internationales (Fonds monétaire international, Banque mondiale et Banque asiatique de développement) et de plusieurs partenaires commerciaux. Tout compte fait, les exportations canadiennes vers l'Asie devraient connaître une croissance moyenne de plus de 11 % par année au cours de la période de planification, mais celle-ci pourrait être plus faible si la turbulence sur les marchés financiers devait ralentir la croissance.

En **Europe orientale**, la croissance de la production a été rapide et on a continué de maîtriser l'inflation en 1997. À moyen terme, également, l'amélioration de la croissance économique va certainement être durable dans la majeure partie de la région. On s'attend à un ralentissement des exportations du Canada vers

l'Europe orientale et l'ex-Union soviétique, étant donné qu'un certain nombre de grands projets d'immobilisations sont près de se terminer.

En dépit de sa première croissance économique depuis 1989, la **Russie** a continué d'éprouver des problèmes politiques et économiques. Le pays demeure en équilibre à un carrefour important de son développement et, bien que la perspective de régression dans le chaos caractéristique des années qui ont suivi immédiatement l'ère soviétique ait diminué, elle n'a pas disparu complètement.

2.2 Traits saillants des secteurs d'activité

Quoique tous les secteurs de l'économie canadienne se livrent à des activités de PCI, certains secteurs prioritaires reçoivent un accès privilégié aux ressources de l'État en matière de PCI. Ces secteurs commerciaux prioritaires ont été choisis en 1996 en fonction de leur rendement sur le plan des exportations, de la possibilité de croissance de leurs exportations, de l'importance du rôle de l'État, de la détermination et de la préparation du secteur privé à participer ainsi que de la compétitivité du secteur. Les secteurs suivants ont été désignés comme étant prioritaires :

- ▲ **L'aérospatiale et la défense.** Ce secteur approvisionne avant tout des créneaux de marché. Ses produits comprennent des avions de transport régional, des hélicoptères, des jets d'affaires, des systèmes de gestion du trafic aérien et des simulateurs. Le Canada se classe au cinquième rang mondial pour les exportations, derrière les États-Unis, le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne.
- ▲ **L'automobile.** Ce secteur constitue un élément essentiel de l'économie canadienne. En 1995, on y comptait au total 138 755 emplois directs, le nombre d'emplois directs et indirects s'établissant à 501 900. Le secteur de l'automobile est largement tourné vers l'exportation; en 1996, les exportations se sont chiffrées à 64,9 milliards de dollars au total. Le secteur comprend 14 usines de montage et 554 fabricants de pièces automobiles.
- ▲ **Le matériel et les services d'énergie électrique.** Ce secteur comprend plus de 300 établissements de fabrication et 35 cabinets de génie-conseil. Il compte 35 000 emplois et sa production, dont le tiers est exporté, s'établit à 6,8 milliards de dollars. Le secteur est concentré régionalement au Québec et en Ontario, et il est dominé par des filiales de multinationales étrangères. Par contre, le segment génie-conseil est presque entièrement de propriété canadienne.
- ▲ **L'industrie de l'environnement.** Ce secteur comprend 4 500 PME; il emploie 150 000 personnes et ses recettes se chiffrent à 11 milliards de dollars. Quelque 800 entreprises font de l'exportation et 10 à 15 % des recettes de l'industrie